

**COMITÉ PERMANENT DES PROGRAMMES ET DES FINANCES**

**Vingt-neuvième session**

**FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT**

**(Rapport d'activité pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2021)**



## **FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT** **(Rapport d'activité pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2021)**

### **Contexte**

1. Le Fonds de l'OIM pour le développement, créé par la résolution du Conseil n° 1035 du 29 novembre 2000, fait l'objet d'une présentation d'ensemble aux sessions du Comité permanent des programmes et des finances (CPPF).
2. L'allocation et l'application du Fonds obéissent à la résolution du Conseil n° 1390 du 24 novembre 2020 relative aux dispositions et pratiques budgétaires<sup>1</sup>.
3. La Note d'orientation sur le Fonds de l'OIM pour le développement présente les caractéristiques du Fonds et fournit des indications pratiques sur son fonctionnement et son administration. Elle peut être consultée dans les trois langues officielles de l'Organisation sur le site Internet du Fonds [site Internet du Fonds de l'OIM pour le développement](#).
4. En ce qui concerne les deux lignes de crédit du Fonds, la deuxième ligne fonctionne globalement comme la première, à cette différence majeure que les États Membres visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution de l'OIM ne peuvent pas bénéficier d'un financement au titre de cette deuxième ligne de crédit<sup>2</sup>.

### **Administration du Fonds**

5. En 2021, le Fonds de l'OIM pour le développement dispose de 16 015 779 dollars É.-U. (y compris les dépenses administratives). Un montant de 1 512 326 dollars É.-U. a été alloué pour des financements au titre de la première ligne, comprenant 1,4 million de dollars É.-U. de revenus de soutien opérationnel (voir le document C/112/3), et 112 326 dollars É.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la première ligne. Un montant de 14 503 453 dollars É.-U. a été alloué pour des financements au titre de la deuxième ligne, comprenant 13 600 000 dollars É.-U. de revenus de soutien opérationnel ; 294 965 dollars É.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la deuxième ligne ; 39 600 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de l'Autriche et 568 181 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de la Belgique (ces crédits ont tous été alloués

---

<sup>1</sup> La résolution n° 1390 du Conseil dispose, au paragraphe 13 de la section IV, que « le Directeur général est invité à allouer un montant d'un million quatre cent mille dollars des États-Unis, prélevé sur les revenus de soutien opérationnel, pour l'élaboration de projets de migration en faveur d'États Membres en développement et d'États Membres en transition, sur la base d'une distribution régionale équitable, sans préjudice des fonds déjà alloués à cet effet (première ligne de crédit) ». Au paragraphe 14 de la section IV, il est précisé que « Le Directeur général est invité, en outre, à allouer 13,6 millions de dollars É.-U., prélevés sur les revenus de soutien opérationnel, au Fonds de l'OIM pour le développement (deuxième ligne de crédit) ». Le paragraphe 15 de la même section stipule que « Le montant total mis à la disposition du Fonds de l'OIM pour le développement au titre de la première et de la deuxième ligne de crédit (à l'exclusion des contributions volontaires directes) s'élève à 15 millions de dollars É.-U. ».

<sup>2</sup> La résolution du Conseil n° 1390 dispose, au paragraphe 17 a) de la section IV, que « l'accès au financement par la deuxième ligne de crédit sera lié à la situation des États Membres au plan de leurs contributions assignées, et ceux d'entre eux qui seraient visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution ne pourront en bénéficier ». L'expression « visés par les dispositions de l'article 4 » désigne la situation d'un État Membre dont le montant actuel des arriérés de paiement au titre de ses contributions financières à l'Organisation est égal ou supérieur à la somme des contributions dues par lui pour les deux années écoulées, et dont la perte du droit de vote conformément à l'article 4 de la Constitution de l'OIM devient effective une année après que le Conseil a été informé du non-respect, par l'État Membre intéressé, de ses obligations financières dans une mesure justifiant la perte du droit de vote, pour autant qu'à ce moment-là, l'État Membre en question soit encore redevable d'arriérés dans la mesure visée. Cette expression ne désigne pas un État Membre dont la perte du droit de vote est devenue effective mais dont le droit de vote a été maintenu ou rétabli par le Conseil s'il apparaît que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'État Membre.

par l'intermédiaire du Comité de l'affectation des ressources pour la migration (MIRAC)); et 707 dollars É.-U. provenant de contributions privées versées par des particuliers en ligne.

6. Conformément à la tendance observée ces dernières années, les demandes de financement de projets ont augmenté en 2021, principalement en raison des besoins accrus des États Membres remplissant les conditions requises en matière de financements de démarrage pour relever divers défis relatifs à la gestion des migrations. Des propositions de projet ont été reçues qui visent à renforcer les capacités dans les domaines suivants : développement communautaire et économique ; transfert des connaissances et des ressources des migrants ; migration de main-d'œuvre ; migration et développement ; lutte contre la traite ; intégration et cohésion sociale ; migration et santé ; gestion de l'immigration et des frontières ; médias et communication ; migration, environnement et changement climatique ; réduction des risques de catastrophe ; politique migratoire ; recherche sur la migration ; et retour et réintégration. Les propositions de projet concernant la multithématique migration, environnement et changement climatique et la réduction des risques de catastrophe ont augmenté par rapport aux années précédentes. Tous les projets approuvés sont conformes aux objectifs/principes pertinents énoncés dans le Cadre de gouvernance des migrations de l'OIM, la Vision stratégique de l'OIM, la Stratégie de l'OIM en matière de migration et de développement durable et les objectifs de développement durable. Le Fonds reste un moyen essentiel de promouvoir des politiques et programmes de migration et de développement durable. Par une nouvelle [note d'orientation qui promeut l'intégration de la Stratégie en matière de migration et de développement durable](#) dans tous les projets qu'il soutient, le Fonds de l'OIM pour le développement vise à aider les gouvernements à faire en sorte que ces projets débouchent sur les meilleurs résultats possibles en matière de développement au regard des principales prestations de la Stratégie, et à faire connaître effectivement leurs incidences sur le développement durable.

7. Les allocations financières réelles par rapport aux fonds disponibles sont conformes aux prévisions, 70 % du financement total ayant été alloué à la fin du troisième trimestre de 2021. Au 30 septembre 2021, 225 projets actifs étaient administrés. Il convient de relever que de nombreux projets en cours ont été prolongés en raison de la pandémie de COVID-19. Bien que les bureaux de l'OIM aient fait preuve d'inventivité en trouvant des moyens de poursuivre la mise en œuvre de certaines activités pendant les périodes de confinement, les restrictions imposées ont néanmoins pesé sur la majorité des projets.

#### **Personnel d'appui au Fonds de l'OIM pour le développement**

8. Depuis le dernier rapport au CPPF (document S/28/5), qui précisait que des efforts étaient faits pour obtenir le soutien de donateurs pour un autre administrateur auxiliaire selon le modèle précédent, initialement financé par le Gouvernement du Japon, le Gouvernement de l'Italie a accepté de mettre à disposition des ressources pour financer le poste (qui sera partagé à parts égales entre le Fonds et la Division de la gestion de l'immigration et des frontières). L'administrateur auxiliaire prendra ses fonctions à l'OIM en octobre 2021.

#### **Initiatives de sensibilisation et de collecte de fonds**

9. La portée des campagnes de sensibilisation et de levée de fonds intitulées « Regarder vers l'avenir, servir » et « Faisons ce qu'il faut » est actuellement élargie pour englober d'autres projets pertinents et en cours. Le Fonds cible des manifestations pendant lesquelles l'attention peut être attirée sur ces campagnes, y compris des festivals de musique et des expositions qui se tiendront en 2022.

### **Examen de pratiques exemplaires**

10. Le Fonds de l'OIM pour le développement a, à ce jour, procédé à deux examens en 2021 : l'un portait sur les projets axés sur la santé dans le contexte migratoire qui ont été approuvés entre 2016 et 2020, et l'autre sur le marqueur de l'égalité hommes-femmes de l'OIM dans les projets approuvés entre 2017 et 2020. Pour ce qui est des projets consacrés à la santé dans le contexte migratoire, dont beaucoup ont connu des difficultés de mise en œuvre en raison de la pandémie de COVID-19, il était apparu que l'adhésion et la participation du gouvernement revêtaient la plus haute importance, puisque dans la totalité des projets, le ministère de la santé était le partenaire principal. En ce qui concerne le marqueur de l'égalité hommes-femmes de l'OIM, 70 % des projets passés en revue comportaient des mesures visant à promouvoir la participation à égalité des femmes et des hommes à des activités de projet telles que les formations et les réunions, tandis que dans 33 % des projets, des organisations locales actives dans le domaine de l'égalité entre les sexes étaient associées à la mise en œuvre du projet. Dans 41 % des projets, la parité hommes-femmes parmi les bénéficiaires non migrants a été atteinte dans 80 % des cas, voire plus. Les résumés d'une page de ces examens sont reproduits aux annexes V et VI. Quant au texte intégral des examens, il est affiché sur le site Internet du Fonds de l'OIM pour le développement.

11. Une recommandation mise en œuvre dans la conception de tous les projets en 2021 consiste à tenir une réunion durant le dernier trimestre du projet ou plus tôt afin d'élaborer un plan de durabilité et de définir des stratégies financières et organisationnelles destinées à préserver les résultats du projet après son achèvement.

### **Évaluations a posteriori**

12. Le Fonds de l'OIM pour le développement est déterminé à évaluer a posteriori tous les projets achevés, et a alloué 60 000 dollars É.-U. à cet effet en 2021.

### **Transposition des projets à plus grande échelle**

13. Le Fonds de l'OIM a réalisé une nouvelle brochure qui se veut une ressource à usage interne et externe et présente les caractéristiques essentielles du Fonds en tant que mécanisme d'octroi de fonds de démarrage. Elle présente en outre un certain nombre de projets qui illustrent le pouvoir des fonds de démarrage, puisqu'ils ont été transposés avec succès dans des initiatives plus larges débouchant sur des changements plus profonds. Ils ont pour principales caractéristiques leur appropriation nationale, ce qui permet de répondre aux besoins et priorités des États Membres ; le recours à des éléments factuels et à l'apprentissage dans le cycle de projet ; la transposabilité et la reproductibilité ; l'innovation ; et la durabilité.

**États Membres remplissant les conditions requises et allocations : période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2021**

14. Le présent rapport comprend les annexes suivantes :

- |            |   |
|------------|---|
| Annexe I   | Première ligne de crédit : États Membres remplissant les conditions pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 30 septembre 2021                           |
| Annexe II  | Deuxième ligne de crédit : États Membres remplissant les conditions pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 30 septembre 2021                           |
| Annexe III | Première ligne et deuxième ligne : Tableau de distribution régionale du Fonds de l'OIM pour le développement – Projets approuvés pour la période allant du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2021 |
| Annexe IV  | Première ligne et deuxième ligne : Résumé financier du Fonds de l'OIM pour le développement pour la période allant du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2021                                      |
| Annexe V   | Résumé d'une page des projets du Fonds de l'OIM pour le développement sur la santé dans le contexte migratoire approuvés entre 2016 et 2020   |
| Annexe VI  | Résumé d'une page des projets du Fonds de l'OIM pour le développement approuvés entre 2017 et 2020, examinés sous l'angle du marqueur de l'égalité hommes-femmes de l'OIM                               |





**Annex II**  
**Line 2: Member States eligible for allocations under the IOM Development Fund,**  
**by region, as at 30 September 2021**  
(total: 91)

<b>Africa</b> 34 Members (37%)	<b>Middle East</b> 1 Member (1%)	<b>Asia and Oceania (continued)</b>
Algeria Benin Botswana Burkina Faso Cabo Verde Chad Congo Côte d'Ivoire Djibouti Egypt Eswatini Ethiopia Ghana Kenya Lesotho Libya Madagascar Malawi Mali Mauritania Morocco Namibia Niger Rwanda Senegal Sierra Leone Somalia South Africa Sudan Togo Tunisia Uganda United Republic of Tanzania Zimbabwe	Jordan	Nepal Pakistan Philippines Samoa Solomon Islands Sri Lanka Thailand Tonga Turkmenistan Uzbekistan Vanuatu Viet Nam
	<b>Latin America and the Caribbean</b> 18 Members (20%)	
	Argentina Belize Bolivia (Plurinational State of) Brazil Colombia Costa Rica Cuba Dominica Ecuador El Salvador Guatemala Guyana Haiti Honduras Jamaica Mexico Paraguay Peru	
	<b>Asia and Oceania</b> 26 Members (29%)	<b>Europe</b> 12 Members (13%)
	Afghanistan Bangladesh Cambodia China India Kazakhstan Kiribati Kyrgyzstan Lao People's Democratic Republic Maldives Marshall Islands Micronesia (Federated States of) Mongolia Myanmar	Albania Armenia Azerbaijan Belarus Bosnia and Herzegovina Georgia Montenegro Republic of Moldova Russian Federation Serbia Turkey Ukraine

*Note:* The Line 2 listing of eligible Member States (and budget for each region) is updated each year up to the cut-off date of 30 June to take into account the payment of outstanding contributions and reclassification by the World Bank. Fiji is not included in the above list because it paid its outstanding assessed contributions, and therefore became eligible for Line 2 funding, after the cut-off date. Mauritius and Panama are likewise not included in the above list because they became eligible for Line 2 funding after the cut-off date.



**Annex III**  
**Line 1 and Line 2: IOM Development Fund regional distribution chart:**  
**Approved projects from 1 January to 30 September 2021**

<b>REGION: AFRICA</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>

<b>Line 1</b>		
IOM Mali	Mali: Strengthening Climate Resilience in the Kayes Region – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM South Sudan	South Sudan: Strengthening the Capacity of the National Bureau of Statistics to Improve Data Management Systems – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
IOM Zambia	Strengthening the Labour Migration Governance Capacity of the Government of Zambia – IOM Strategy: activities 3 and 12	100 000
IOM Regional Office in Cairo (Libya, Sudan)	Increasing the Knowledge Base on Community Cohesion and Mobility Dynamics in the Context of Climate Change and Environmental Degradation through Select Country-based Case Studies within the MENA Region – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
<b>Africa Line 1 allocations to date</b>		<b>400 000</b>
Africa Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>593 404</b>
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of available funding		<b>67%</b>
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		<b>28%</b>

<b>Line 2</b>		
IOM Eswatini	Supporting the Government of Eswatini in the Development of a Migration Profile for the Development of Evidence-based Migration Policies – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Kenya	Kenya: Gender and Vulnerability-sensitive Disaster Risk Reduction and Community Resilience in Turkana and Tana River Counties – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Lesotho	Lesotho Migration Profile: Supporting Evidence-based Migration-related Policymaking and Planning in Lesotho (Phase II) – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Malawi	Mainstreaming Migration, Environment, and Climate Change (MECC) into National Sectoral Development Plans, Programmes and Policies in Malawi – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Niger	Contributing to the Fight Against Infectious Diseases through the Strengthening of Health Systems along Migratory Routes in Niger – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Rwanda	Strengthening the Capacity of the Government of Rwanda to Further Engage the Diaspora in the Socioeconomic Development of Rwanda – IOM Strategy: activities 3 and 8	300 000
IOM Senegal	Strengthening the Capacity of the Government of Senegal to Provide Gender-sensitive and Rights-based Post-disembarkation Assistance and Protection to Vulnerable Migrants – IOM Strategy: activities 2, 3 and 9	300 000

**Annex III (continued)**

<b>REGION: AFRICA (continued)</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>

<b>Line 2 (continued)</b>		
IOM United Republic of Tanzania (Kenya, Rwanda, Uganda, United Republic of Tanzania)	Facilitating Free Movement of Labour in Four Selected EAC Partner Countries – IOM Strategy: activities 3 and 12	400 000
IOM Zimbabwe	Strengthening the Government of Zimbabwe's Capacities in Ethical Recruitment – IOM Strategy: activities 3 and 12	300 000
IOM Regional Office in Dakar (Congo)	Strengthening the Migration Management Capacities of the Congo through an Upgrade of the Existing Border Management Infrastructure – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
<b>Africa Line 2 allocations to date</b>		<b>3 100 000</b>
Africa Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>4 816 828</b>
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of available funding		<b>64%</b>
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		<b>24%</b>

<b>Lines 1 and 2</b>		
<b>Africa regional allocations</b>		<b>3 500 000</b>
<b>Africa regional available funding</b>		<b>5 410 232</b>
<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>		<b>65%</b>

**Annex III (continued)**

<b>REGION: MIDDLE EAST</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
<b>Line 1</b>		
	<b>Middle East Line 1 allocations</b>	<b>0</b>
	Middle East Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)	<b>28 946</b>
	Allocations for Middle East Line 1 as a percentage of available funding	<b>0%</b>
<b>Line 2</b>		
	<b>Middle East Line 2 allocations</b>	<b>0</b>
	Middle East Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)	<b>130 184</b>
	Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of available funding	<b>0%</b>
	Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding	<b>0%</b>
<b>Lines 1 and 2</b>		
	<b>Middle East regional allocations</b>	<b>0</b>
	<b>Middle East regional available funding</b>	<b>159 130</b>
	<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>	<b>0%</b>

## Annex III (continued)

<b>REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>

<b>Line 1</b>		
IOM Bolivia (Plurinational State of)	Strengthening the Capacity of the Bolivian Government to Provide Timely Consular Assistance to Bolivian Migrants in Countries of Destination – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Nicaragua	Strengthening the Capacity of the Government of Nicaragua in the Prevention, and Mitigation of and Response to Natural Disasters – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
IOM Suriname	Promoting an Evidence-based Diaspora Engagement Policy in Suriname – IOM Strategy: activities 3,4 and 8	100 000
<b>Latin America and the Caribbean Line 1 allocations</b>		<b>300 000</b>
Latin America and the Caribbean Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>289 465</b>
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of available funding		<b>104%</b>
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		<b>21%</b>

<b>Line 2</b>		
IOM Argentina	Argentina: Strengthening the Capacity of Local Governments to Mainstream Migration into Local Development Policy – IOM Strategy: activities 3, 6 and 8	300 000
IOM Dominica	Strengthening the Capacity of the Government of Dominica to Improve Migrant Integration – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	300 000
IOM Haiti	Pilot Project to Foster Reintegration and Climate Change Resilience of Vulnerable Communities in Northern Haiti – IOM Strategy: activities 3, 5 and 10	300 000
IOM Jamaica	Supporting the Modernization of Jamaica's Remittance Industry – IOM Strategy: activities 3 and 4	300 000
IOM Mexico	Strengthening the Capacities of the Government of Mexico to Develop and Implement a National Counter-smuggling Strategy – IOM Strategy: activities 3 and 11	300 000
IOM Paraguay	Strengthening the Capacities of the Government of Paraguay to Address the Mobility of Indigenous Communities in the Context of Climate Change, Environmental Degradation and Deforestation – IOM Strategy: activities 3 and 10	300 000
<b>Latin America and the Caribbean Line 2 allocations</b>		<b>1 800 000</b>
Latin America and the Caribbean Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>2 603 691</b>
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of available funding		<b>69%</b>
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		<b>14%</b>

**Annex III (continued)**

<b>REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN (continued)</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>

<b>Lines 1 and 2</b>		
	<b>Latin America and the Caribbean regional allocations</b>	<b>2 100 000</b>
	<b>Latin America and the Caribbean regional available funding</b>	<b>2 893 156</b>
	<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>	<b>73%</b>

## Annex III (continued)

REGION: ASIA AND OCEANIA		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM China	Operationalizing COMMIT in China: Setting the Foundation for a Transnational Referral Mechanism – IOM Strategy: activities 3 and 11	100 000
IOM Iran (Islamic Republic of)	Promoting and Facilitating Integrated Border and Migration Management in the Islamic Republic of Iran – IOM Strategy: activities 2 and 3	100 000
IOM Tajikistan	Tajikistan: Mainstreaming the Migration, Environment and Climate Change Nexus into the National Adaptation Plan – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
<b>Asia and Oceania Line 1 allocations</b>		<b>300 000</b>
Asia and Oceania Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>376 305</b>
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of available funding		<b>80%</b>
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		<b>21%</b>

Line 2		
IOM Afghanistan	Support to the Government of Afghanistan to Address the Migration, Environment and Climate Change Nexus – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Cambodia	Cambodia: Contributing to Socioeconomic Recovery through Improved Skill Training and Access to Employment for Migrant Workers Impacted by COVID-19 – IOM Strategy: activities 3 and 12	300 000
IOM Kazakhstan	Supporting the Government of Kazakhstan to Engage with the Diaspora using Big Data Techniques – IOM Strategy: activities 3 and 8	300 000
IOM Kyrgyzstan	Kyrgyzstan: Enhancing Migrants' Awareness on Air Pollution and Moving Towards a "Healthy City Vision" in Bishkek – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Maldives	Maldives: Establish a Migrant Resource Centre (MRC) for Enhanced Protection Services to Migrants and Access to Safe Migration – IOM Strategy: activities 3 and 12	300 000
IOM Micronesia (Federated States of) (Kiribati, Marshall Islands, Micronesia (Federated States of))	Strengthening CSOs and NGOs to Promote Climate Change Adaptation and Displacement Prevention Measures across Micronesia – IOM Strategy: activities 3 and 4	400 000
IOM Tonga (Tonga, Vanuatu)	Tonga and Vanuatu: Supporting a Blueprint for Strengthened Integrated Border Management in the Pacific – IOM Strategy: activities 3 and 11	400 000
IOM Vanuatu	Wokbaot Wetem Kalja: Strengthening the Use of Traditional Knowledge and Social and Cultural Systems in Displacement Management in Vanuatu – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Viet Nam	Supporting the Government of Viet Nam in the Digital Transformation of Labour through Enhancing Technical and Vocational Education and Training – IOM Strategy: activities 3 and 12	300 000

**Annex III (continued)**

<b>REGION: ASIA AND OCEANIA</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and <i>non-members</i>)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
	<b>Asia and Oceania Line 2 allocations</b>	<b>2 900 000</b>
	Asia and Oceania Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)	<b>3 775 351</b>
	Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of available funding	<b>77%</b>
	Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding	<b>22%</b>

<b>Lines 1 and 2</b>	
	<b>Asia and Oceania regional allocations</b> <b>3 200 000</b>
	<b>Asia and Oceania regional available funding</b> <b>4 151 656</b>
	<b>Percentage allocated across the two funding lines</b> <b>77%</b>

**Annex III (continued)**

<b>REGION: EUROPE</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>

<b>Line 1</b>		
IOM North Macedonia	North Macedonia: Utilizing a Systems Approach to Assess the Nexus between Air Pollution and Human Mobility and Mainstream the Nexus into Policy Development – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
<b>Europe Line 1 allocations</b>		<b>100 000</b>
Europe Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>159 206</b>
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of available funding		<b>63%</b>
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		<b>7%</b>

<b>Line 2</b>		
IOM Armenia	Armenia: A Data-driven Decision Support Tool to Address the Environmental Implications of Migrant Returns to Sending Communities due to the Socioeconomic Impacts of COVID-19 – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Belarus	Belarus: Supporting National Capacities in Migration Health Focusing on Communicable Diseases – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Bosnia and Herzegovina	Bosnia and Herzegovina: Engaging Youth in Environmentally and Socioeconomically Sustainable Initiatives – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Republic of Moldova	Republic of Moldova: Mainstreaming the Migration and Climate Change Perspective into the National Adaptation Plan-2 and Agriculture Sectoral Adaptation Plan on Climate Change – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
<b>Europe Line 2 allocations</b>		<b>1 200 000</b>
Europe Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>1 692 399</b>
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of available funding		<b>71%</b>
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		<b>9%</b>

<b>Lines 1 and 2</b>		
<b>Europe regional allocations</b>		<b>1 300 000</b>
<b>Europe regional available funding</b>		<b>1 851 605</b>
<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>		<b>70%</b>

**Annex III (continued)**

<b>ADMINISTRATION AND MULTIREGIONAL</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
<b>Administration Line 1 and Line 2</b>		
	Line 1	65 000
	Line 2	625 000
	<b>Total</b>	<b>690 000</b>
	Allocation as a percentage of available total (Line 1 and Line 2)	<b>4%</b>
<b>Multiregional Line 2</b>		
IOM Headquarters	Project evaluations	<b>60 000</b>
IOM Headquarters	The Global Migration and Media Academy (GMMA): A Media Training Platform to Strengthen Ethical and Accurate Reporting about Migration – IOM Strategy: activities 3 and 6	<b>400 000</b>
	Allocation as a percentage of available total (Line 2)	<b>6%</b>



**Annex IV**  
**Line 1 and Line 2: IOM Development Fund financial summary –**  
**1 January to 30 September 2021**

	USD	USD
<b>Line 1</b>		
2021 Operational Support Income allocation <sup>1</sup>	1 400 000	
Recovered funds from completed projects <sup>2</sup>	112 326	
<b>Subtotal Line 1</b>		<b>1 512 326</b>
<b>Line 2</b>		
2021 Operational Support Income allocation <sup>1</sup>	13 600 000	
Recovered funds from completed projects <sup>3</sup>	294 965	
Contribution from the Government of Austria, allocation via MIRAC <sup>4</sup>	39 600	
Contribution from the Government of Belgium, allocation via MIRAC <sup>4</sup>	568 181	
Private contributions made by individuals online <sup>5</sup>	707	
<b>Subtotal Line 2</b>		<b>14 503 453</b>
<b>Total available funds</b>		<b>16 015 779</b>

	USD	%
<b>Total allocations made in 2021 under Line 1</b>	1 165 000	77
Balance available: Line 1	347 326	23
<b>Total allocations made in 2021 under Line 2</b>	10 085 000	70
Balance available: Line 2	4 418 453	30

<sup>1</sup> Council Resolution No. 1390 of 24 November 2020 – Line 1 USD 1.4 million, Line 2 USD 13.6 million allocated from Operational Support Income. The total amount available for the IOM Development Fund for both Line 1 and Line 2 (excluding direct voluntary contributions) is USD 15.0 million.

<sup>2</sup> Corresponding to USD 98,553 recovered from 1 July to 31 December 2020 and USD 13,773 recovered from 1 January to 30 June 2021.

<sup>3</sup> Corresponding to USD 171,847 recovered from 1 July to 31 December 2020 and USD 123,118 recovered from 1 January to 30 June 2021.

<sup>4</sup> Contributions received from 1 July to 31 December 2020 and carried forward to 2021.

<sup>5</sup> Corresponding to USD 375 received from 1 January to 31 December 2020 (gross amount) and USD 332 received from 1 January to 30 June 2021 (gross amount).



## Annex V

### REVIEW OF IOM DEVELOPMENT FUND MIGRATION HEALTH PROJECTS 2016-2020

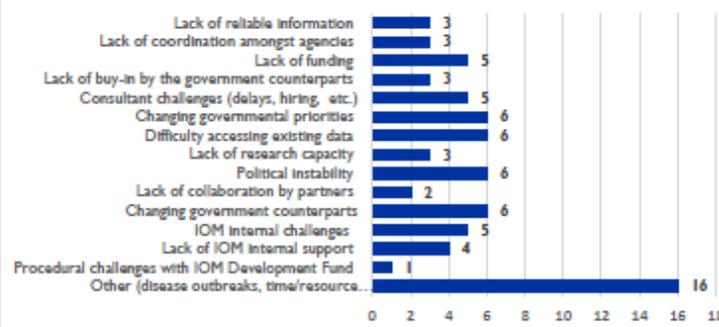


A project review was conducted in June 2021 to assess 10 completed and 13 active Migration Health projects which were funded by the IOM Development Fund between 2016 and 2020.

#### KEY FINDINGS:

- Projects were classified by 7 categories: psychosocial services, migration health policy, infectious diseases control & care, global migration health agenda, regional coordination, emergency preparedness, information access.
- Projects were relatively more prevalent in Asia and Oceania, with about 56.5 per cent of projects implemented in this region.
- 60 per cent of completed projects achieved outcomes and delivered outputs.
- Due to time, resource, and political constraints, 40 per cent did not fully achieve outcomes and/or deliver outputs.
- 60 per cent of completed projects reached all intended beneficiaries.
- 92.3 per cent of active projects were negatively impacted by COVID-19.
- 87 per cent of projects required a revision.
- Government buy-in and involvement was found to be crucial given that 100 per cent of projects engaged with national government counterparts in ministries of health as the primary project partner(s).
- 4 out of 5 formally evaluated projects reported having positive impacts.

#### CHALLENGES ENCOUNTERED BY PROJECTS BY NUMBER



#### INNOVATIVE PROCESSES

69.6 per cent of projects indicated having produced or involved innovative processes and/or outputs.

- Innovations involved contributions to foundational features of effective health care for migrants (e.g. legislative frameworks, stakeholder engagement).
- Albeit not in the traditional sense, these initiatives were considered innovative for benefitting countries where basic but fundamental features of effective health care for migrants were lacking.

#### SUSTAINABILITY

Methods used to sustain project outcomes:

- Continuing meetings, trainings, workshops, and/or consultations;
- Leveraging materials e.g. videos and guides;
- Establishing regional platform to exchange best practices provided that there is financial commitment from government counterparts;
- Securing allocation of resources from donors, government, etc.;
- Integrating outcome/findings with existing initiatives and legislative/institutional frameworks

#### RECOMMENDATIONS

##### Project Development:

- Develop a stakeholder's engagement plan to effectively build and sustain partnerships with key government counterparts.
- Formulate a clear and well-articulated theory of change, which identifies desired changes, maps a chain of results and accounts for potential risks.
- Formulate innovative contingency/adaptation strategies to prepare for potential roadblocks arising from unforeseen challenges and crises, such as political instability and COVID-19.
- Conduct a participatory needs assessment to identify health-related needs of vulnerable migrant groups and any relevant stakeholders to reach a wider scope of beneficiaries.

##### Project Implementation:

- Promote regional efforts to encourage knowledge-sharing and coordination mechanisms in response to cross-border migration health issues.

##### Post-Project Closure:

- Consider developing a project sustainability plan from the start, outlining financial and organizational strategies to sustain project outcomes after project closure.
- Develop an evidence-based framework to measure long-term project impacts using measurable quantitative and/or qualitative indicators.



## Annex VI

## REVIEW OF IOM DEVELOPMENT FUND PROJECTS FOCUS ON IOM GENDER MARKER 2017-2020



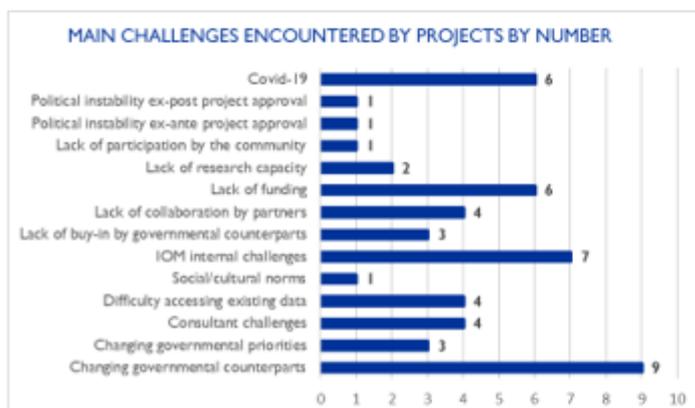
A project review was conducted in May 2021 to assess Gender Marker 2b projects and a selection of 2a projects which were funded by the IOM Development Fund between 2017 and 2020.

### PROJECTS BY GENDER MARKER 2017-2020



#### KEY FINDINGS:

- The IOM Development Fund supported eight 2b projects and over 250 2a projects between 2017 and 2020. This review gathered insights from 27 selected projects:
- 79 per cent of completed projects achieved outcomes and delivered outputs.
- 75 per cent of completed projects reached all intended beneficiaries. 29 per cent of completed projects also reached unintended beneficiaries.
- 70 per cent of projects involved measures to promote the equal participation of women and men in project activities such as training and meetings.
- 33 per cent of the projects reported that local organizations working on gender equality issues were involved in project implementation.
- 88 per cent of projects had some level of sex-disaggregation of data.
- 41 per cent of projects noted that gender parity with regard to non-migrants beneficiaries had been reached in 80 per cent or more of all relevant instances.



#### SUSTAINABILITY

85 per cent of completed projects reported that at least one outcome was sustained after project implementation, such as:

- New editions of online training courses for the protection and assistance of migrants, in particular women and irregular migrants; additional versions of a course on migration and human rights with a gender perspective.
- Provision of continuous psychological support to border police staff and vulnerable migrants (particularly women and unaccompanied minors).
- Implementation of an assistance protocol to the migrant population with a gender approach.
- Ongoing gender-sensitive trainings and workshops for government officials.

#### RECOMMENDATIONS

##### Project Design:

- Research and discuss gender considerations with target beneficiaries and other stakeholders during the project design phase to ensure gender concerns are adequately incorporated into projects from the start.
- Promote early gender needs assessments as part of programming tools to address absent or weak gender indicators.
- Include a specific budget allowance to support equal representation in beneficiaries.

##### Project Implementation:

- Strive for gender balance in the selection of partners, contractors, and consultants, and ensure all phases of the project are gender-sensitive and inclusive.
- Collect gender-disaggregated data for all project events and activities, including with regard to beneficiaries, event participants, and members of steering committees/technical working groups.

##### Partners:

- Include local organizations working on gender equality issues in project planning, implementation, and reporting to strengthen the work in promoting gender equality.

##### Trainings:

- Facilitators of trainings in project activities should be aware of the cultural differences of participants and actively encourage the participation of any underrepresented gender groups in project activities and discussions while ensuring that local customs and traditions are respected.
- Include trainers and staff of all gender groups to encourage a more diverse group of participants.

##### Monitoring:

- Monitor gender-related outcomes and outputs in cooperation with partners so that they can be empowered and encouraged by the results.
- Assess to what extent the project activities address the different needs of migrants of all gender groups and allow for midterm corrections, if necessary, to make the projects more inclusive and gender-sensitive.